



CSE ordinaire du 25 mai 2023

Un point d'étape France travail est à l'ordre du jour mais force est de constater que notre direction régionale ne nous apporte aucune information que nous ne possédions déjà. Il nous est expliqué que suite au rapport GUILLUY, le débat parlementaire doit avoir lieu et qu'à date toutes nos questions restent sans réponse... ça on l'avait deviné !

Vos élu.es CGT se sont inquiété.es d'un changement de vocabulaire : en première présentation les personnes identifiées au SI étaient clairement différenciées de celles inscrites. Cette différence n'apparaît plus dans les derniers documents qui désignent le public France travail par « 100% des personnes ayant besoin d'un emploi ». La direction nous répond être, à date, dans l'incapacité d'éclaircir ce point mais que si nous parvenions à retrouver pour même une seule personne le chemin de l'emploi alors elle s'en réjouirait.

Pour vos élu.es, si évidemment nous nous réjouissons des « beaux parcours », une belle histoire ne peut être le prétexte d'une maltraitance généralisée si demain quelle que soit sa situation toute personne devait être soumise aux droits et devoirs qui emportent contrôle et sanction !

Retour sur la CSSCT du 11 mai.

A noter :

- Dieppe : la porte du site est lourde et entraîne des difficultés pour les personnes à mobilité réduite, par exemple. La direction nous informe que techniquement cette porte ne peut être modifiée mais qu'elle étudie une organisation qui permettrait aux usager.es en difficulté de solliciter l'intervention d'un.e agent.e.
- Hérouville : les lavabos sont hors d'usage. La direction nous informe que la situation est connue et en recherche de solution avec le bailleur.
- COVID : une alerte est portée sur les plexiglass. Peu de sites semblent encore respecter leur usage. La direction va effectuer un état des lieux du matériel sur site et rappeler la consigne.
- Saint Lô : 1^{ère} quinzaine de mai, l'escalier donnant au 1^{er} étage s'est affaissé. Il n'existe donc plus de sortie de secours pour l'étage. La direction semble prendre connaissance de la situation et annonce s'emparer du sujet.

Informations ressources humaines.

Le CSE extra sollicité par les élu.es afin d'analyser les charges/ressources et conditions de travail des agent.es placement aura lieu le 3 juillet 2023.

Le poste DSRE (directeur stratégique des relations extérieures) sera ouvert et diffusé semaine prochaine.

CZAM, l'outil qui doit remplacer ON ACTION (sauf pour les réservations de salles) sera ouvert le 26 juin. ON Action fermera le 23 juin.

Une communication est prévue pour le 5 juin sur l'intranet ainsi qu'une information lors des réunions de services.

Don du sang : la direction va communiquer sur la mise en place d'une absence autorisée payée sur les bassins de Rouen, Caen, Cherbourg, Le Havre.

Il s'agit d'expérimenter afin d'analyser la participation et, peut-être, de généraliser à l'ensemble de la région.

Questions diverses.

« Du stade vers l'emploi »

Cette action emporte de nombreuses personnes.

1/ Les personnes intéressées étant positionnées sur un Z19 la gestion de la liste est-elle mise en place ?

2/ Le jour J, une décharge doit être signée par les DE, que se passe-t-il en cas de refus ?

A ces deux questions la direction n'est pas en mesure d'apporter de réponse aujourd'hui et doit consulter son service juridique. Vos élu.es espèrent que les réponses parviendront aux équipes avant le jour J !

Atouts agents et autodiagnostic sont à nouveau un sujet de certaines ELD qui affirment que ceux-ci **doivent** être réalisés ! **Les élu.es CGT demandent à la direction de réaffirmer que le volontariat est de mise !** La direction s'y engage.

L'expérimentation télétravail sur la DT 27/61 peut être prolongée jusqu'au 31.08.23. La direction est en attente de l'accord des DAPE concerné.es qui, si accord, relanceront le processus de questionnement des agent.es. L'avis des DAPE est attendu pour le 09 juin 2023.

Le prochain CSE ordinaire se tiendra le 29 juin 2023.